



HCE  
Haut Conseil  
à l'Égalité  
entre les  
Femmes et  
les Hommes

HAUT CONSEIL  
à l'Égalité  
entre les  
FEMMES ET  
LES HOMMES



ONU  
FEMMES

COMITÉ NATIONAL  
FRANCE



EQUI  
POP.  
ORG

COMMUNIQUE DE PRESSE du 8 DECEMBRE 2017

**Journée des droits humains :  
L'occasion pour la France de prendre acte d'une large mobilisation  
et d'investir pour les droits sexuels et reproductifs**

A la veille de la journée internationale des droits humains, **250 organisations de la société civile rendent public leur soutien à l'Appel « Pour faire avancer l'égalité femmes-hommes, la France doit investir dans les droits sexuels et reproductifs »**, lancé le 20 septembre dernier à l'issue d'un colloque de haut niveau « [Où est l'argent pour les droits sexuels et reproductifs ?](#) », organisé par le Comité ONU Femmes France, Equilibres & Populations, la Fondation des Femmes, le Fonds pour les Femmes en Méditerranée, le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes et Women's WorldWide Web. Parmi les signataires, l'on retrouve des organisations de terrain, des organisations nationales ou internationales telles que le Mouvement Français pour le Planning Familial ou Médecins du Monde, mais aussi des associations européennes, ouest-africaines, et mondiales telles que IPPF ou Marie Stopes International.

**Cette mobilisation inédite témoigne d'une inquiétude**, dans un contexte de montée des fondamentalismes religieux et des droites réactionnaires dont les intentions sont claires : contrôler toujours plus le corps, la sexualité, la santé, et la procréation des femmes. Encore cette semaine, [un rapport publié par le Commissaire aux droits humains du Conseil de l'Europe](#) fait état des « restrictions rétrogrades » qui ont entraîné un recul des droits des femmes en matière d'accès à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse en Europe.

Alors qu'aujourd'hui, dans le monde, 222 millions de femmes et filles sont privées d'accès à des moyens modernes de contraception, qu'une grossesse sur 4 se termine par un avortement provoqué et à risque, et que plus de 300 000 femmes décèdent de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement, **la promotion et le financement des droits sexuels et reproductifs est fondamental** pour sauver des vies, pour prémunir les femmes du rejet, du cercle de la pauvreté, de la précarisation aigue, des violences sexuelles dont la prostitution, pour le développement des pays, et enfin, pour permettre l'égalité entre les femmes et les hommes.

« *Nous devons avoir ce débat responsable, fort, celui de la liberté du choix, celui qui va avec la démocratie* » : dans le [discours](#) prononcé à Ouagadougou la semaine dernière, **le Président de la République l'a encore rappelé**, en soulignant que l'un des facteurs-clé du développement réside dans la liberté pour les femmes et les filles de choisir leur destin, en premier lieu celle de se marier ou non, d'avoir ou non des enfants, à l'âge qu'elles veulent.

L'heure est venue de transformer ces paroles en actes. Pour ce faire, l'Appel propose des pistes d'action concrètes :

- **Financer** massivement des politiques et des projets qui promeuvent les droits et la santé sexuels et reproductifs, pierre angulaire des droits des femmes ;
- **Systematiser l'approche genre** dans l'ensemble des politiques et des programmes ;
- **Défendre les droits des femmes dans toutes les relations diplomatiques.**

Des échéances proches constitueraient de formidables opportunités d'engagement : le Partenariat de Ouagadougou - mouvement en faveur de la planification familiale dans les neuf pays d'Afrique de l'Ouest francophone - tiendra sa sixième réunion annuelle la semaine prochaine, et le ministère des Affaires étrangères et européennes lancera au premier trimestre 2018 sa troisième stratégie Genre.

[Consulter l'Appel et la liste des signataires](#)